



Bulletin de liaison sur l'urbanisation durable en Afrique

VOLUME 1 - MARS 2019

ONU  **HABITAT**
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN

Sommaire

Editorial :

- Naison D. Mutizwa-Mangiza, MA, PhD Directeur Bureau régional pour l'Afrique :pag.3
- (EN) It is time we encouraged innovative solutions and practices to facilitate sustainable urbanization in our countries ;
 - (FR) Il est temps d'encourager les solutions et pratiques innovantes pour faciliter l'urbanisation durable dans nos pays ;

Actualités :

- **Burundi** :pag.4
 - L'Ambassadeur du Burundi rend une visite de courtoisie à la Directrice Exécutive ;
- **Guinée Conakry** :pag.4
 - L'UE accorde un financement de 4 millions à l'ONU-Habitat ;
- **Union Africaine** :pag.5
 - L'ONU-Habitat met en place les cadres de mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain en Afrique ;
- **Kenya** :pag.5
 - Participation réussie de l'ONU-Habitat à la Conférence sur l'économie bleue ;
- **Guinée Conakry** :pag.6
 - Insécurité urbaine en Guinée Conakry : L'ONU-Habitat forme une centaine de jeunes sur le montage des lampadaires photovoltaïques ;
- **Tchad** :pag.6
 - Le soutien décisif de l'ONU-Habitat à la formulation du programme sur l'Initiative pour la sécurité humaine dans le bassin du Lac Tchad ;
- **Côte d'Ivoire** :pag.7
 - Suivi des ODD : L'ONU-Habitat réunit les experts d'Afrique francophone pour réfléchir sur une définition globale de la ville ;

Focus :

- **RDC** :pag.8
 - Le pari d'une meilleure gouvernance foncière comme gage de paix et de stabilité produit de plus en plus des résultats.

Annonces :

- **Calendrier des événements pour 2019**pag.10
- **Dans le prochain numéro**pag.10

Credit Photos :

- Claude Albert Meutchehe Ngomsi ;
- INS Côte d'Ivoire ;
- ONU-Habitat.

It is time we encouraged innovative solutions and practices to facilitate sustainable urbanization in our countries



In Africa, 50% of the continent's inhabitants live in urban areas and this population is expected to reach 65% by 2030. With some sixty ministries dealing with urban, land use and land planning, hundreds of other actors from the private sector, civil society, parastatals and international cooperation, Africa is undertaking many initiatives on a daily basis to address the many challenges that the continent faces. But how many of them enjoy sufficient media coverage? How many national actors have

regular and systematic access to information on developments in other countries of the continent? This concern has been discussed several times during formal and informal meetings.

At the Ninth Session of the World Urban Forum in Kuala Lumpur in February 2018 on the theme of "Cities 2030, Cities for All: Implementing the New Urban Agenda", one of the flagship recommendations for the communication and visibility of the Regional Office for Africa's work was the launch of a liaison bulletin allowing focal points and other stakeholders to exchange and disseminate their experiences on the ground, good practices, successes and innovations on land, and urban governance.

The aim is to ensure that all actors in urbanization in Africa are kept informed of developments in their respective countries, both in terms

of regulatory frameworks, bilateral or multilateral cooperation as well as actions in the field.

Since then, a team has been set up for this purpose in order to give substance to the project. The present issue is the first fruit of this effort.

The liaison bulletin will be produced quarterly and will strive to capture, to take the pulse of urban initiatives in Africa and to relay them to a wider audience, thus showing the continent's ever-changing urban environment. This is the purpose of this publication.

To all those who contributed to this maiden issue, I thank you abundantly. I hope to count on your active participation to ensure this project a long life.

*Naison D. Mutizwa-Mangiza, MA, PhD Director
Regional Office of Africa*

Editorial (FR)

Il est temps d'encourager les solutions et pratiques innovantes pour faciliter l'urbanisation durable dans nos pays

En Afrique, 50% des habitants du continent vivent dans des zones urbaines et cette population devrait atteindre 65% en 2050. Avec une soixantaine de ministères chargés des questions urbaines, du foncier et de l'aménagement du territoire, doublé des centaines d'autres acteurs du privé, de la société civile, du parapublic et de la coopération internationale, l'Afrique entreprend quotidiennement de nombreuses initiatives pour relever les nombreux défis auxquels le continent fait face.

Mais combien d'entre elles bénéficient d'une médiatisation suffisante ? Combien d'acteurs nationaux sont régulièrement et systématiquement au courant des évolutions qui s'effectuent dans les autres pays du continent ?

Lors de la Neuvième Session du Forum urbain mondial à Kuala Lumpur en février 2018 sur le

thème «Villes 2030, Villes pour tous: mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain», l'une des recommandations phares en matière de communication et de visibilité des actions menées par le Bureau régional pour l'Afrique, fut le lancement d'un bulletin de liaison permettant aux points focaux et aux autres acteurs d'échanger, de diffuser leurs expériences sur le terrain, les bonnes pratiques, les réussites et les innovations sur le foncier, et la gouvernance urbaine.

L'objectif étant de s'assurer que tous les acteurs de l'urbanisation en Afrique se tiennent mutuellement au courant des développements dans leurs pays respectifs tant au niveau des cadres réglementaires, de la coopération bilatérale ou multilatérale que des actions de terrain.

Depuis, une équipe a été mise sur

pied à cet effet en vue de donner corps au projet. Le numéro sous vos yeux est le tout premier fruit de cet effort.

La production de ce bulletin de liaison se fera de manière trimestrielle en cherchant à capter, à prendre le pouls des initiatives urbaines en Afrique, à les relayer auprès d'un public plus large afin de montrer, in fine, les enjeux et les mutations d'un milieu urbain en perpétuel changement sur le continent. Tel est le dessein de cette publication.

Que tous ceux qui ont contribué à sa parution en soient ici abondamment remerciés. J'espère pouvoir compter sur votre active participation pour assurer longue vie à ce projet.

Bonne lecture à tous!

*Naison D. Mutizwa-Mangiza, MA, PhD Directeur
Bureau régional pour l'Afrique*

L'Ambassadeur du Burundi rend une visite de courtoisie à la Directrice Exécutive

L'Ambassadeur du Burundi au Kenya, **Son Excellence Remy Barampama**, a rendu une visite de courtoisie le 23 novembre 2018 à la **Directrice exécutive de l'ONU-Habitat, Mme Maimunah Mohd Sharif**, dans les locaux de l'agence onusienne à Nairobi. Pendant deux heures, les deux personnalités entourées de leurs collaborateurs ont abordé diverses questions, notamment **le nombre limité des interventions de l'ONU-Habitat au Burundi**, les contributions volontaires et régulières, l'explication du mécanisme de transfert et d'utilisation des fonds, la fréquence et la formule de calcul des contributions annuelles régulières, **la stratégie de relance de la coopération** et l'identification des secteurs prioritaires de collaboration dans le développement urbain, la paix et la sécurité, le changement climatique et l'assainissement. Au total, ils ont tous les deux réaffirmé l'engagement à rétablir la coopération dans le cadre d'un nouveau Protocole d'accord. La rencontre s'est achevée sur une convergence de vue sur les différents mécanismes de contribution aux activités de l'ONU-Habitat et par l'engagement de Bujumbura à solder ses arriérés et à s'acquitter rég-



L'ambassadeur du Burundi et la Directrice exécutive d'ONU-Habitat au Kenya

ulièrement de ses contributions. L'idée de la tenue d'un atelier à Bujumbura pour identifier les secteurs prioritaires de la collaboration a été convenue par les deux parties.

Guinée Conakry : L'UE accorde un financement de 4 millions à l'ONU-Habitat

L'UE a octroyé un financement de 4 millions d'euros à l'ONU-Habitat pour le « Programme de Développement et d'Assainissement Urbain en Guinée (SANITA) – Villes Durables ». Le projet vise à renforcer la gouvernance urbaine au niveau local et national. Concrètement, il s'agira d'améliorer de manière participative le cadre légal, règlementaire et institutionnel du développement urbain au niveau national et en particulier de la ville de Conakry. Aussi, le projet permettra de renforcer les capacités institutionnelles et les compétences des parties prenantes en matière d'élaboration et de mise en œuvre des documents de politique et de planification urbaine et territoriale à travers une démarche participative, prenant en compte la question du genre. Grâce à ce financement, l'ONU-Habitat devra produire sur une période de 36 mois plusieurs livrables, à savoir un rapport sur le renforcement des capacités en urbanisme et aménagement du territoire ; une Politique Urbaine Nationale de la Guinée ; un Livre blanc du futur Schéma National d'Aménagement du Territoire ; un Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de Grand Conakry ; et un rapport de mise en œuvre des projets pilotes prioritaires.



Conakry, Janvier 2019.

L'ONU-Habitat met en place les cadres de mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain en Afrique

Le Bureau Afrique de l'Onu-Habitat (ROAF) a réussi la création des **cadres pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain en Afrique** à la fois au niveau régional, continental et national. Au niveau continental, grâce à un partenariat avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'ONU-Habitat a développé un **Cadre régional harmonisé pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain en Afrique**. Ce dernier comprend six politiques prioritaires et six domaines prioritaires pour l'exécution en cohérence avec l'Agenda 2063:

L'Afrique que nous voulons. Le cadre régional a été validé lors de la réunion ministérielle organisée du 7 au 9 novembre à Entebbe et approuvé lors de la rencontre du CTS8 de la CUA tenue du 3 au 5 décembre 2018. Le cadre aidera les États membres à mettre en œuvre le Nouvel Agenda Urbain et à assurer le suivi des progrès. Au niveau national, le ROAF, souvent en conjonction avec ses branches, a collaboré avec les coordonnateurs résidents des Nations Unies et les équipes de pays des Nations Unies pour finaliser les **Politiques urbaines nationales** (PUN) en Angola et au Rwanda et les développer au

Cap Vert, au Burkina Faso et au Cameroun. Des nouveaux **Programmes nationaux pour l'habitat (HCPD)** ont été élaborés et finalisés au Kenya, au Soudan du Sud, au Mozambique, en Angola, au Rwanda et en Éthiopie. Des HCPD sont également en cours d'élaboration en Guinée-Bissau, au Cap-Vert et au Cameroun. Les PUN et les HCPD sont arrimés aux Objectifs de développement durable (ODD), en particulier à l'Objectif 11, ainsi qu'au Nouvel Agenda Urbain et aux réformes du Secrétaire général de l'ONU au niveau des pays.

KENYA

Actualités

Participation réussie de l'ONU-Habitat à la Conférence sur l'économie bleue



Le Gouverneur du comté de Kisumu, le Pr Anyang Nyong'o, co-signant un MoU avec le Dr Naison Mutizwa-Mangiza, Directeur Afrique, ONU-Habitat

L'ONU-Habitat a toutes les raisons de célébrer suite à sa participation remarquable à la **Conférence sur l'Économie bleue** organisée du 26 au 28 novembre 2018 à Nairobi au Kenya. Sous la houlette du Bureau Afrique, toutes les branches de l'agence ont su se mobiliser pour assurer une grande visibilité lors de l'événement et porter **le message de l'inclusion des villes dans l'Économie bleue**.

Un message bien reçu par les États membres présents, notamment le Kenya, ouvrant ainsi une nouvelle frontière en tant que composante des futurs programmes de l'ONU-Habitat. Cette conférence a aussi été une opportunité de nouer des contacts pour la **mobilisation des ressources** avec de potentiels bailleurs tels que l'Union européenne grâce à leurs fonds pour les villes côtières au Kenya et en Somalie.

[...] j'ai découvert un pan nouveau de ma vie. Le montage des lampes m'a vraiment permis de découvrir, car la nation a besoin de nous. Au regard du manqué d'emplois aujourd'hui, découvrir ce secteur est un atout," a assuré une participante toute en remerciant les organisateurs.



Photo de famille avec les participants à l'atelier de formation sur l'énergie solaire.

Insécurité urbaine en Guinée Conakry : L'ONU-Habitat forme une centaine de jeunes sur le montage des lampadaires photovoltaïques

En présence de M. Mohamed Mamaa Camara, Secrétaire général du ministère de la Ville et de l'Aménagement du territoire, représentant du ministre, le Dr. Ibrahima Kourouma, l'ONU-Habitat a organisé au début du mois d'octobre 2018, en partenariat avec le gouvernement guinéen, une formation d'une semaine pour une centaine de jeunes sur la « Prévention de l'insécurité urbaine à travers la fabrication, le montage, l'installation et la maintenance des lampadaires photovoltaïques ». Cette formation, visant à autonomiser les jeunes, a réuni 70 jeunes venus des communes de Matoto et Ratoma ainsi que 30 autres de la ville de N'zérékoré. L'objectif majeur de la formation était de faciliter l'intégration socio-économique des jeunes à travers leur professionnalisation dans les métiers de

l'énergie photovoltaïque tout en renforçant leur sens de la citoyenneté et des valeurs morales pour une transformation durable des mentalités en vue d'une paix durable en Guinée.



Des participants recevant la formation sur l'énergie solaire.

Le soutien décisif de l'ONU-Habitat à la formulation du programme sur l'Initiative pour la sécurité humaine dans le bassin du Lac Tchad

Au cours de la période 2017-2019, le Gouvernement de la République du Tchad a développé, avec l'appui de l'ONU-Habitat, un grand programme de Sécurité Humaine dans le bassin du Lac Tchad. Le programme devrait couvrir quatre pays, notamment le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria. Actuellement, des efforts sont en cours, avec l'implication de la CBLT pour la mobilisation des ressources en vue de sa mise en œuvre.

En guise de perspective, le Gouvernement tchadien et l'ONU-Habitat, s'appuyant sur les résultats obtenus et des leçons apprises au cours des deux décennies de collaboration, se sont entendus sur

un renforcement de leur coopération en mettant une priorité sur la mobilisation des partenaires et des ressources afin de faire face aux nouveaux défis du développement urbain au Tchad.

Ces défis, qui ont un lien étroit avec le Schéma National d'Aménagement du Territoire et la Vision 2035 du pays, contenu dans le Plan National de Développement (PND), viseront les sous-secteurs suivants (1) le développement urbain durable ; (2) la gouvernance du foncier ; (3) le financement de l'habitat et du logement social ; (4) le développement communal et (5) la sécurité urbaine.



(ONU-Habitat).

Unit les experts d'Afrique francophone pour réfléchir sur

“Ce fut d'une part une bonne occasion de lever le voile sur tous les efforts en cours pour aller vers une harmonisation de la définition du concept de ville aux fins du suivi des indicateurs ODD et de leur comparabilité à l'échelle du monde et d'autre part de fixer les orientations à donner aux activités sur les indicateurs urbains. [...]” - a déclaré l'un des participants à l'atelier, M. TETE Kossi Gbeblèwou, chargé d'études, Point Focal Ville à l'INSEED au TOGO

Un séminaire de quatre jours, réunissant une quarantaine d'experts de la statistique et de l'urbanisme venus de toute l'Afrique francophone, a été organisé du 13 au 16 novembre à Abidjan pour « évaluer la faisabilité d'une définition mondiale de la ville/zone urbaine pour le suivi et la revue des Objectifs de développement durable (ODD) relatifs au milieu urbain et du Nouvel Agenda Urbain (NAU) ». Cet atelier, ouvert par le Conseiller technique de l'Institut national de la statistique (INS) de Côte d'Ivoire en remplacement du Directeur général empêché, a vu la participation des hauts représentants des mi-

nistères ivoiriens de la Ville et de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ainsi que des représentants de la Commission européenne et de la FAO. Il faisait partie d'une série de sept rencontres que l'ONU-Habitat entend organiser à travers le monde dont la première a eu lieu le mois dernier à Abuja.



Des participants au séminaire d'Abidjan.

L'objectif de cette série d'ateliers est de doter les pays d'une définition harmonisée de la ville permettant non seulement le suivi des ODD, mais aussi l'élaboration des méthodologies et des approches de collecte des données pour les indicateurs relatifs au foncier et au monde rural.”

RDC – Le pari d'une meilleure gouvernance foncière comme gage de paix et de stabilité produit de plus en plus des résultats

« Après deux ans d'abandon, nous allons reprendre rapidement ce que nous savons faire : travailler la terre », confiait avec joie Dominique Ndamukundji sans omettre de remercier tous ceux qui ont travaillé d'arrache-pied pour que « nous retrouvions nos droits fonciers ».

Souvent, la solution qui vient à l'esprit généralement dans le cadre des processus de sortie de crise est la création d'une Commission vérité et réconciliation ou la formation d'un gouvernement d'union. Cette méthode a certainement produit, dans bien des cas, des résultats permettant l'arrêt des affrontements et le retour à la normalité. Des fois aussi, admettons-le, on l'a vu en Afrique du Sud ou au Kenya, ses travaux n'ont toujours pas permis de toucher toutes les causes profondes de la crise. Surtout la dimension foncière.

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), depuis trois ans, l'ONU-Habitat a fait le pari de tester une approche novatrice consistant à parvenir à la paix et à la stabilité dans l'Est de la République démocratique du Congo en améliorant la gouvernance foncière.

Un impact chiffré en dizaines de milliers de bénéficiaires

Dans le cadre de cet exercice, dont le but est de favoriser une gestion communautaire participative et inclusive des terres grâce à la médiation, les résultats se font de plus en plus visibles. Par exemple, 95% de femmes et 49% d'hommes interrogés estiment que la gestion de la terre est inclusive et participative au niveau de la communauté grâce aux approches de l'ONU-Habitat. Le taux de perception total est quant à lui de 74%.

Logiquement, 64% de femmes et 55% d'hommes perçoivent que la fréquence des (nouveaux) conflits fonciers a diminué en raison des mécanismes de résolution mis en œuvre dans le cadre de cette intervention. Car, selon les chiffres du rapport de suivi-évaluation du mois de juin 2018, le nombre de conflits fonciers identifiés et résolus dans les zones du projet est passé de 40/13 en avril 2018 à 159/59 en août 2018 dans les trois sites pilotes, soit (37%).

Tableau des nouveaux conflits fonciers identifiés et résolus.

Pool	Bénéficiaires				
	Hommes	Femmes	Filles	Garçons	Total
Ituri	405	617	1383	1071	3476
Sud-Kivu	19743	22502	30942	33078	106265
Ituri	186	212	220	220	838
Total	20334	23331	32545	34369	110580

Source : M&E août 2018 (Compilation des rapports de Pools Juin – Août 2018)

Au total, entre juin et août 2018, la résolution des conflits fonciers a bénéficié à 110580 personnes, dont 20334 hommes, 23331 femmes, 32545 filles et 34369 garçons.

En plus de réaliser un projet de carte d'occupation du sol, cette approche a permis à **564 hommes et 97 femmes** de posséder désormais actuellement des documents légalement reconnus ou des preuves de droits fonciers sûrs à la suite des processus de planification de l'utilisation des terres soutenus par l'ONU-Habitat; tandis que **3399 hommes et 364 femmes** chefs de ménage ont eu accès à des services d'administration foncière.



RDC, (Photo ONU-Habitat).

Bénéficiaires indirects des conflits résolus de juin à août 2018.

Site/pool	Identifiés	Documentés	Résolus	
			Nombre	%
Ituri	52	48	24	50%
Nord-Kivu	24	24	21	88%
Sud-Kivu	43	5	0	0%
Total	119	77	45	58%

Source : M&E août 2018.

Témoignage poignant de Mme Yvette Buhendwa

À 45 ans, cette ménagère a ses trois hectares l'année dernière qu'elle avait dû abandonner il y a plus de deux ans suite au conflit foncier qui opposait son village de Kabaya aux soldats basés au Centre de brassage et de recyclage de Rumangabo, dans le Groupement de Kisigari, la chefferie de Bwisha, le Territoire de Rutshuru au Nord Kivu.

Accompagnée de son époux, Dominique Ndamukundji, 53 ans, sans emploi, Mme Yvette Buhendwa a revisité son champ le 28 juin 2018 lors de la pose de la première borne délimitant la zone tampon entre son village, Kabaya, et la base militaire de Rumangabo. Un vrai soulagement pour ce couple qui compte 8 enfants, dont l'âge varie entre 3 et 17 ans.

“Depuis que nous avons abandonné nos activités agricoles suite aux taxes et redevances d'usage que les soldats nous imposaient, la vie n'était plus la même. Nous avons fait face à des défis financiers de taille et étions incapables d'envoyer nos enfants à l'école”, se lamentait Mme Yvette Buhendwa qui n'arrivait toujours pas à réaliser que leur champ venait de leur être rendu.

« Après deux ans d'abandon, nous allons reprendre rapidement ce que nous savons faire : travailler la terre », confiait avec joie Dominique Ndamukundji sans omettre de remercier tous ceux qui ont travail-

lé d'arrache-pied pour que « nous retrouvions nos droits fonciers ».



M. Dominique Ndamukundji et sa femme lors de l'identification des points de repère délimitant la zone tampon entre la base militaire de Rumangabo et les deux villages Gisiza et Kabaya, le 28 juin 2018 (Photo : ONU-Habitat).

Ainsi, grâce à la médiation de l'ONU-Habitat dans la résolution de ce différend foncier qui opposait les habitants des villages Gisiza et Kabaya situés près de la base militaire de Rumangabo depuis plus d'une décennie, la confiance entre les parties concernées a pu être rétablie. Les parties concernées vivent désormais heureuses et en bons termes.



•01/04/2019	Tehran	Asia-Pacific Conference on Housing and Urban Development (APMCHUD)
•01/04/2019 - 05/04/2019	New York	Commission on Population and Development
•05/04/2019 - 06/04/2019	New York	The Committee of 100
•08/04/2019 - 09/04/2019	New York	ECOSOC Youth Forum
•16/04/2019 - 18/04/2019	Abu Dhabi	“Abu Dhabi Tomorrow” Conference
•29/04/2019 - 30/04/2019	Islamic Republic of Iran	First International Conference on Improving Resilience of Health and Critical Facilities
•22/05/2019 - 24/05/2019	Oslo	Urban Future Global Conference
•27/05/2019 - 31/05/2019	Nairobi	First UN-Habitat Assembly
•27/05/2019 - 31/05/2019	Bangkok	75th Session of the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
•05/06/2019	China	World Environment Day
•05/06/2019 - 07/06/2019	Chicago	The Chicago Forum on Global Cities
•05/06/2019 - 06/06/2019	Brussels	European Development Days
•13/06/2019 - 14/06/2019	Bucharest	Informal reunion of the Ministers responsible for Urban Development
•17/06/2019 - 18/06/2019	Washington	Annual Bank Conference on Development Economics 2019 Multilateralism: Past, Present, and Future
•20/06/2019 - 23/06/2019	Bangkok	ASEAN Summit
•25/06/2019	Bonn	European Urban Resilience Forum
•26/06/2019 - 28/06/2019	Bonn	Resilient Cities Congress ICLEI 2019
•26/06/2019 - 28/06/2019	Brisbane	Asia Pacific Cities Summit and Mayors Forum
•09/07/2019 - 18/07/2019	New York	High Level Political Forum UN DESA
•11/07/2019 - 15/07/2019	Chengdu	ICCCASU III 2019: Belt, Road & Node: City building in the “Asian century”
•11/07/2019 - 15/07/2019	Chengdu	3rd International Conference on Canadian, Chinese and African Sustainable Urbanization
•12/08/2019	Global	International Youth Day
•26/08/2019 - 28/08/2019	Salt Lake City	UN DPI- NGO Conference
•23/09/2019	New York	UN Climate Summit
•26/09/2019 - 28/09/2019	Berlin	2nd World Congress on Climate Change
•01/10/2019 - 31/10/2019	Penang	Seventh Asia-Pacific Urban Forum (APUF7)
•01/10/2019 - 31/10/2019	Global	Urban October
•07/10/2019	Global	World Habitat Day
•31/10/2019 - 04/11/2019	Bangkok	ASEAN Summit
•31/10/2019	Penang	World Cities Day
•11/11/2019 - 22/11/2019		COP 25
•18/11/2019 - 22/11/2019	Durban	UCLG World Congress
•19/11/2019 - 21/11/2019	Barcelona	Smart Cities World Congress
•25/11/2019	Global	16 Days of Activism against Gender-Based Violence Campaign
•24/07/2020 - 09/08/2020	Tokyo	Games of the XXXII Olympiad (Tokyo 2020)
•20/10/2020 - 10/10/2021	Dubai	World Expo 2020

- **Cameroun :**
Élaboration de la Politique Urbaine Nationale au Cameroun ;
- **Mauritanie :**
Une expérience de la maîtrise de la collecte et la gestion des revenus municipaux en Mauritanie ;
- **Guinée Conakry :**
Lancement du Projet Villes Durables et Gouvernance de la Police en Guinée ;
- **RDC :**
ONU-Habitat soutien la modernisation du système d'information foncière en RDC ;
- **Ethiopie :**
Fin des travaux de réhabilitation de la décharge de Koshe ;
- **Afrique australe:**
Retraite à Nairobi sur l'Outil CityRAP sur la Planification d'actions pour la résilience urbaine en Afrique australe.

Publication réalisée en collaboration avec les équipes et partenaires de l'ONU-Habitat dans les pays suivants : le Kenya, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, la République démocratique du Congo (RDC) et le Tchad avec le soutien de DFID/UKAid, l'Union Européenne, l'ONU-Habitat et les États Membres.

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Coordination Générale : *Naison D. Mutizwa-Mangiza*

Directeur de la publication : *Claude Ngomsî*

Rédacteur en chef : *Alain Ngono*

Montage : *Giada Leone*

Le Bulletin de liaison sur l'urbanisation durable en Afrique n'est pas une publication officielle de l'ONU-Habitat. Il s'agit d'une plateforme permettant au public cible de rester au courant des innovations et actions futures ou en cours au-delà des frontières géographiques, culturelles ou linguistiques.

ONU  HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN